

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone  
CEDEX 2  
45000 ORLÉANS

ORLÉANS, le 11/08/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/08/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CARRIERES DE DADONVILLE (exCRAMBES SAS)**

25 rue Principale  
57635 Hérange

Références : 0399/2023  
Code AIOT : 0010003616

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/08/2023 dans l'établissement CARRIERES DE DADONVILLE (exCRAMBES SAS) implanté Petit et Grand Secval 45300 Dadonville. L'inspection a été annoncée le 29/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERES DE DADONVILLE (exCRAMBES SAS)
- Petit et Grand Secval 45300 Dadonville
- Code AIOT : 0010003616
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Suite au redressement judiciaire par jugement du tribunal de commerce d'Orléans du 29 septembre 2021 de la société Crambes, la société CARRIERES DE DADONVILLE SAS, appartenant au groupe Denis KUCHLY, a repris l'exploitation du site le 1er décembre 2021. Ce changement d'exploitant a été acté par arrêté préfectoral du 22 juillet 2022.

Les activités sont actuellement réglementées par :

- l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2018 qui autorise l'exploitation pour une durée de 15 ans,
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 7 juillet 2023.

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites non soldées de la précédente inspection et plus précisément :
  - contrôle des accès (clôture du site + portail);
  - contrôle des installations électriques
  - côte maximale des remblais
  - plan des casiers des remblais
  - surveillance des retombées de poussières dans l'environnement
- Respect de la quantité maximale extraite
- Respect du plan de phasage
- Suivi annuel d'exploitation (plan)
- Respect du volume maximal d'eau prélevée via le forage
- Mesures mises en œuvre relatives à la sécheresse
- Respect de la hauteur maximale de front
- Traçabilité des entrées de déchets inertes
- Caractéristiques du floculant
- Résultat du suivi écologique
- Mise en place des pierriers

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Sécurisation des zones dangereuses	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 7.3.1.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 2.4.3.2.3	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	60 jours
12	Préservation de la biodiversité	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 10.1.2.	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	60 jours
13	Aménagement en faveur de l'herpetofaune	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 10.1.7	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
14	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 9.4.1.	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Point de contrôle n°17 – Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 7.3.2	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Point de contrôle n°8 – Emissions de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5.	Susceptible de suites	Sans objet
5	Quantité maximale extraite	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 1.2.3.	/	Sans objet
6	Conduite de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 2.3.3.	/	Sans objet
7	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 4.1.1.	/	Sans objet
8	Mesures en situation de sécheresse	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 4.1.2.1.	/	Sans objet
9	Fronts de taille	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 2.3.3.2.	/	Sans objet
10	Procédure d'admission des déchets entrants	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 2.4.3.2.3.	/	Sans objet
11	Caractéristique du floculant	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 8.2.3.	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 7.3.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Vérification
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 16/12/2021</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<b>Constats :</b> L'inspection ne relève pas d'écart sur ce point.
<b>Observations :</b> L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des installations électriques réalisé par le bureau de contrôle Bureau Véritas. Ce contrôle a été réalisé le 04 avril 2023. Dans ce rapport, le bureau de contrôle relève plusieurs déficiences sur le réseau haute tension (HT) et basse tension (BT). <p>Suite à ces observations, l'exploitant a :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• fait intervenir la société Transfo Elec du 28/4/23 afin de corriger les déficiences sur le circuit HT. Le bon d'intervention a été présenté à l'inspection.</li><li>• consulté des entreprises pour intervenir en fin d'année sur les déficiences du circuit BT (Devis présentés à l'inspection).</li></ul> <p>Dans ces conditions, l'inspection constate que l'exploitant fait bien vérifier ces installations électriques et a engagé les mesures pour lever les déficiences relevées par le bureau de contrôle.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Sécurisation des zones dangereuses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 7.3.1.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Accès
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 16/12/2021</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent (ex : merlon de deux mètres ne débouchant pas directement sur les bords de l'excavation). Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et à proximité des zones clôturées d'autre part.</p>
<b>Constats : (C1) Les accès aux zones dangereuses (bassin de décantation des boues, talus de la zone de concassage) ne sont pas suffisamment protégés par une clôture.</b>
<b>Observations :</b> Lors de la visite, l'inspection a constaté que le site est entouré d'un merlon de terre pour limiter les accès depuis l'extérieur. <p>Les merlons mis en place sur les zones en cours d'extraction (front de taille) sont hauts (3m) et présentent des pentes importantes qui limitent grandement l'accès au site.</p> <p>En revanche, les merlons qui clôturent le bassin de décantation ainsi que la zone où se trouve le concasseur/cribleur sont anciens et très affaîssés. Ces dispositifs ne sont donc pas suffisants pour assurer une limitation des accès à ces zones dangereuses. Le danger est par contre bien signalé par des pancartes placées régulièrement sur les merlons.</p> <p>Conscient de cette fragilité, l'exploitant a sollicité plusieurs entreprises pour l'installation d'une clôture (poteaux et fils barbelés) sur le périmètre du site. Les devis ont été présentés à l'inspection. D'après l'exploitant, ces travaux sont projetés pour le second semestre 2023.</p> <p>Le portail à l'entrée du site a été remis en état et il est à nouveau fonctionnel.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 3 : Localisation des zones de remblai**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 2.4.3.2.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, plan de localisation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 16/12/2021</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un registre d'admission, [...] L'exploitant tient à jour un plan topographique. Ce plan coté en plan et en altitude permet de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre pré-cité (maillage de 30 mètres sur 30 mètres maximum).  Les documents, registres et plans cités ci-dessus sont conservés pendant toute la durée de l'exploitation et sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats : (C2) Le plan des zones de remblai n'est pas suffisamment précis pour localiser chaque apport de déchets.</b>
<b>Observations :</b> Actuellement le mode de fonctionnement de l'exploitant ne permet pas de localiser précisément la zone d'entreposage des déchets inertes qui sont acceptés sur le site. Les déchets sont déversés sur un front qui fait environ 140 m linéaire. L'exploitant doit mettre en place une délimitation des zones de déversement de 30 m de large maximum.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 4 : Emissions de poussières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 22/09/1994, article 19.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, surveillance des retombées de poussière
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 16/12/2021</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.  Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'inspection ne relève pas d'écart sur ce point.
<b>Observations :</b> Dans la mesure où la quantité de matière extraite est restée inférieure à 150 000 tonnes en 2022 (69,048 ktonnes), l'exploitant peut être dispensé de la surveillance trimestrielle des retombées de poussières.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Quantité maximale extraite**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 1.2.3.
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Respect de la quantité maximale autorisée de matériaux extraits
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La production maximale de matériaux extraits de la carrière est de 220 000 tonnes/an (avec une moyenne de 187 000 tonnes/an).
<b>Constats :</b> L'inspection ne relève pas d'écart sur ce point.
<b>Observations :</b> Dans sa déclaration Gerep l'exploitant a déclaré avoir extrait 69,048 ktonnes de calcaire exploitable et 77,769 ktonnes avec stériles soit 35 % de la quantité maximale autorisée. En 2023, le volume ne devrait pas non plus dépasser les 100 Ktonnes du fait de nombreuses avaries que subit le concasseur présent sur site. D'après l'exploitant, le mauvais entretien réalisé sur le concasseur par l'ancien exploitant pose encore de nombreux problèmes en 2023. Les réparations sont faites régulièrement et le nouvel exploitant espère augmenter sa capacité de traitement en 2024 pour atteindre 100 ktonnes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Conduite de l'extraction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 2.3.3.
<b>Thème(s) :</b> Autre, Respect du plan de phasage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux et aux plans de remise en état du site annexés au présent arrêté. Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation doit faire l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b> L'inspection ne relève pas d'écart sur ce point.
<b>Observations :</b> Le plan de phasage prévu dans l'arrêté préfectoral prévoyait que l'exploitant finalise la première phase quinquennale. Du fait des problèmes financiers rencontrés par l'ancien exploitant et des problèmes techniques rencontrés sur le concasseur par le nouvel exploitant, le front de taille actuel est localisé au milieu de la phase 1. L'exploitant a donc environ 3 ans de retard. Toutefois ce retard n'a pas de conséquence sur le montant des garanties financières pour l'instant. L'exploitant doit être vigilant à ne pas prendre trop de retard par rapport au plan de phasage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 7 : Prélèvement d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 4.1.1.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Respect du volume maximal autorisé d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est autorisé à prélever un volume maximal de 52 000 m <sup>3</sup> /an par le biais de son forage avec un débit maximal de 30 m <sup>3</sup> /h. L'établissement est raccordé au réseau public pour son approvisionnement en eau potable. L'utilisation d'eaux pluviales non polluées est privilégiée dans les procédés de nettoyage, d'arrosage des pistes et des stocks de produits ou de déchets non dangereux inertes, etc.
<b>Constats :</b> L'inspection ne relève pas d'écart sur ce point.
<b>Observations :</b> Au cours de l'année 2022, l'exploitant a prélevé 15 013 m <sup>3</sup> . Ce volume a bien été déclaré sur GEREP. A la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté le registre des relevés mensuels du compteur volumétrique du forage pour l'année 2023. Sur ce document, l'inspection relève un index de 116 500 m <sup>3</sup> pour le mois de juillet. Le relevé du compteur le jour de la visite est cohérent avec cet index. Le volume prélevé au 1er août 2023 est d'environ 16 000 m <sup>3</sup> .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Mesures en situation de sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 4.1.2.1.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Réduction des volumes d'eau prélevée
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Lors des périodes de sécheresse, l'exploitant réduit autant que possible la production de la carrière.
<b>Constats :</b> L'inspection ne relève pas d'écart sur ce point.
<b>Observations :</b> Par arrêté préfectoral du 31 juillet 2023, la commune de Dadonville a été placée en situation d'alerte vis-à-vis de la ressource en eau. Interrogé sur la surveillance réglementaire réalisée vis-à-vis de cette problématique, l'exploitant a justifié qu'il était au fait de l'actualité et consultait régulièrement le site de la préfecture du Loiret. Dans cette situation, l'exploitant doit limiter son prélèvement d'eau autant que possible. Cette réduction est largement atteinte du fait des problèmes techniques rencontrés sur le concasseur depuis 2 ans. L'inspection rappelle que depuis le 1er août 2023 la commune est en situation d'alerte.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Fronts de taille**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 2.3.3.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, respect de la hauteur maximale des fronts de taille
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La hauteur verticale de chaque front de taille n'excède pas 10 mètres. Si nécessaire, l'exploitation s'effectue par gradins. Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplomb. La progression des niveaux d'extraction est réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes.
<b>Constats :</b> L'inspection ne relève pas d'écart sur ce point.
<b>Observations :</b> La consultation du dernier plan coté permet de voir que la prescription sur la hauteur des fronts de taille est respectée. Lors de la visite du site, l'inspection n'a pas observé de zone sur le front de taille présentant des instabilités (surplomb ou front faillé).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Procédure d'admission des déchets entrants**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 2.4.3.2.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle de la recevabilité des déchets inertes entrants
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque apport extérieur est accompagné d'un bordereau de suivi des déchets attestant de la conformité des déchets à leur destination, et indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;</li> <li>- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;</li> <li>- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;</li> <li>- l'origine des déchets ;</li> <li>- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets (en référence à l'annexe de la décision n° 2000/532/CE du 3 mai 2000) ;</li> <li>- la quantité de déchets concernée en tonnes ;</li> <li>- la référence au document d'acceptation préalable.</li> </ul> <p>Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 2.4.3.2.2.</p> <p>Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.</p> <p>La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.</p> <p>Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation, lors du déchargement et lors du régilage des déchets afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé. Les matériaux extérieurs au site sont déposés sur une aire de réception qui permet de contrôler visuellement la nature des matériaux. Cette aire peut être déplacée suivant le phasage de l'exploitation du site. Elle fait l'objet d'un affichage particulier et de délimitations permettant de la situer.</p>
<b>Constats :</b> L'inspection ne relève pas d'écart sur ce point.
<p><b>Observations :</b> L'exploitant a présenté le registre des entrées et les documents d'accompagnement pour chaque entrée. Ce registre est complet et l'adresse exacte du chantier a été renseignée sur la Demande d'Autorisation Préalable DAP ce qui permet à l'exploitant de vérifier que l'origine de terres ne provient pas de sites contaminés. Lors de la visite, l'inspection a pu vérifier que les déchets sont déchargés sur une zone qui permet un contrôle préalable des déchets avant de les déverser dans la dépression à combler. Aucun déchet non conforme n'a été constaté dans les déchets inertes entreposés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Caractéristique du floculant**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 8.2.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caractéristiques du floculent et entreposage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Composition</u> Le floculant utilisé contient moins de 0,1 % d'acrylamide monomère. L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les documents du fournisseur justifiant que le floculant utilisé respecte ce seuil (spécification technique du floculant utilisé, etc.). <u>Stockage</u> Les produits floculants sont éloignés de l'ouvrage de prélèvement d'eau et stockés conformément à l'article 7.4.3. du présent arrêté.
<b>Constats :</b> L'inspection ne relève pas d'écart sur ce point.
<b>Observations :</b> Le floculent utilisé est commercialisé sous le nom de Madeofloc DA2242. La fiche de données de sécurité a été consultée et ne soulève pas de question. Le fabricant a attesté que le produit contient moins de 0,1 % d'acrylamide. Les sacs de floculent sont entreposés dans un container situé à proximité du concasseur qui est loin du forage de prélèvement d'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 12 : Préservation de la biodiversité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 10.1.2.
<b>Thème(s) :</b> Autre, Suivi écologique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un suivi est réalisé par un écologue tous les deux ans aux périodes favorables (printemps-été) dans l'emprise de la carrière et sur ses abords immédiats. À la suite de son contrôle, l'écologue rédige un compte rendu comprenant les informations précises sur les espèces invasives citées dans le paragraphe précédent ainsi que des préconisations de gestion de ces espèces. L'exploitant est tenu de mettre en oeuvre les mesures préconisées. Les espèces invasives pourront faire l'objet d'une récolte manuelle ou mécanique. Le traitement chimique est interdit. Les compte-rendus produits par l'écologue sont annotés par l'exploitant qui consigne ainsi toutes les mesures mises en oeuvre pour suivre les préconisations. Ces rapports sont tenus à la disposition de l'inspection. Le personnel de la carrière doit être sensibilisé à la détection des espèces envahissantes par une personne ou un organisme compétent (écologue).
<b>Constats : (C3) Le suivi écologique n'a pas été réalisé depuis 2018.</b>
<b>Observations :</b> Le nouvel exploitant a mandaté le bureau d'étude GEOPLUS pour réaliser le suivi écologique du site. Un devis a été présenté daté du 31 mars 2023. Pour ce suivi, 3 passages sont nécessaires et le premier doit être réalisé au printemps. Dans la mesure où le bon de commande n'a pas été signé, le suivi ne sera pas réalisé en 2023 mais prévu en 2024. L'exploitant transmet à l'inspection le devis signé pour la réalisation d'un suivi écologique en 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 13 : Aménagement en faveur de l'herpethofaune**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 10.1.7
<b>Thème(s) :</b> Autre, Aménagement de pierriers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Dès la notification du présent arrêté, 10 pierriers d'une surface moyenne de 2 m <sup>2</sup> chacun sont mis en place en périphérie de la zone exploitée. Ces abris sont constitués de blocs de roches et de pierres (Ø 100 – 400 et quelques gros blocs sur le dessus), dont l'empilement et l'exposition au soleil sont définis par un expert herpétologue. Ils sont constitués avec les matériaux provenant du site. [...] Leur localisation précise sur le terrain est déterminée par un écologue lors de la mise en oeuvre de la mesure.
<b>Constats : (C4) Les pierriers mis en place par l'exploitant ne sont pas conformes et n'ont pas fait l'objet d'une validation pas un écologue et 5 pierriers sont manquants.</b>
<b>Observations :</b> Lors de la visite du site, l'inspection a constaté la présence de 5 pierriers constitués de pierres de diamètre 200-300. Ces pierriers ont été installés en bordure de voiries sans justificatif particulier.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 9.4.1.
<b>Thème(s) :</b> Autre, Suivi annuel d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ;</li> <li>- les bords de la fouille ;</li> <li>- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;</li> <li>- l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ;</li> <li>- les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ;</li> <li>- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</li> <li>- le positionnement des fronts ;</li> <li>- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection.</li> </ul> <p>Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.</p> <p>Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, les volumes de remblais amenés, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, eau, vibrations, etc.), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation est annexé au plan sus- nommé. Le rapport annuel d'exploitation comprend également le bilan des mesures réalisées conformément au programme d'autosurveillance des retombées de poussières défini à l'article 9.2.1.2 du présent arrêté. Les valeurs mesurées sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation.</p> <p>La synthèse du suivi faune-flore est également intégrée au rapport annuel.</p> <p>Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1<sup>er</sup> février à l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats : (C5) L'exploitant n'a pas transmis le plan et ses annexes relatifs au suivi annuel d'exploitation à l'inspection.</b>
<b>Observations :</b> Le plan relatif au suivi annuel d'exploitation doit être transmis chaque année à l'inspection avant le 1 <sup>er</sup> février. En 2023, l'inspection n'a pas été destinataire de ce document.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet